



Actus de la FDE SNESUP-FSU

Lettre du Collectif FDE restreint du SNESUP-FSU

Geneviève Allain, Thierry Astruc, Vincent Charbonnier, Muriel Corêt, Mary David, Sabine Evrard, Marie-France Le Marec, Pierre Sémidor
et avec la collaboration de Claire Pontais du SNEP-FSU



Pour nous contacter : fde-restreint@snesup.fr et LD : 01 44 79 96 18

Lettre de la formation des enseignants

Mars 2015 - 1

Réunion du Collectif élargi le 19 mars au siège du SNESUP

78 rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris 10ème. Il est important que votre ÉSPÉ soit représentée !

Malgré les critiques et les points de blocage avérés de la réforme, le MENESR ne change pas de politique. Il faut donc continuer à peser pour sortir la réforme de l'ornière au risque de totalement l'annihiler. Réfléchir aux moyens de peser et d'infléchir la réforme dans un meilleur sens pour les étudiants et les étudiants-fonctionnaires stagiaires (EFS) qui seront les enseignants de demain. Penser pour l'avenir en somme.

ODJ de la journée du 19 :

1. Point sur l'actualité des ÉSPÉ et les actions en cours : quelles priorités ?

A partir d'un bilan partagé : quelles priorités à court terme et plus loin ? Ce qu'il faut essayer de mettre en avant dans les revendications avant la fin de l'année ; comment répondre aux étudiants et étudiants fonctionnaires stagiaires (notamment les questions posées à Lyon, Amiens, Chambéry, Nantes, Toulouse...)?

2. Réflexions du collectif FDE en vue du Congrès national d'orientation du SNESUP-FSU (1-3 avril 2015 à Marne-la-Vallée). Voir ici une synthèse des mandats du SNESUP-FSU sur la FDE pour discussion (document joint au format PDF).

Echos des ÉSPÉ

- Le ministère a finalement renoncé au plein temps de classe pour les lauréats des concours déjà titulaires d'un master MEEF à la rentrée 2015.
Sur ce point au moins, nos interventions n'ont pas été inutiles !
 - La question est maintenant de construire pour eux des "**parcours adaptés**" à la hauteur.
- Parallèlement, la lettre des formateurs de Bordeaux continue à faire tâche d'huile ; d'autres lettres et pétitions remontent des ÉSPÉ de Nantes, Poitiers, Grenoble, etc.
- Faites-nous remonter les actions locales, n'hésitez pas à vous inspirer des lettres déjà diffusées pour agir dans vos ÉSPÉ !
 - Action Grenoble : <http://observatoire-fde.fsu.fr/spip.php?article239>
 - Courrier Nantes : http://www.gfen.asso.fr/fr/lettre_ouverte_formateurs_espe_nantes_2015
 - Pétition des étudiants de Nantes : <http://observatoire-fde.fsu.fr/spip.php?article245>
- Courrier envoyé par le SNESUP-FSU et le SNEP-FSU au CS sur parcours adaptés : <http://observatoire-fde.fsu.fr/spip.php?article241>

Que disent les étudiants et FS

Retours de Chambéry, Lyon, Amiens, Nantes, Toulouse...

Dans la diversité de leurs expressions, on trouve beaucoup de points communs dans ce que les EFS expriment ici ou là, expressions qui recoupent les nœuds problématiques que nous avons déjà identifiés dans la "réforme" de la FDE. La difficulté réside cependant dans la divergence des conclusions qui en sont tirées. En particulier la demande insistante de la part des EFS d'un plus grand étayage immédiat (plus de "terrain") est en réalité contradictoire avec les exigences d'une formation universitaire et plus largement encore avec le fait que le métier d'enseignant est un métier de conception exigeant de la

réflexion et de la prise de distance réfléchie par rapport au terrain. Cela implique donc, au rebours des demandes étudiantes, une réduction des temps de stage en responsabilité et un véritable accompagnement dans l'entrée dans le métier après la titularisation. Difficulté supplémentaire : l'instrumentalisation possible par l'institution (le MENESR) de cette demande pour résoudre l'équation intenable de l'austérité croissante et aussi pour sanctuariser les prérogatives de l'État employeur (Rectorats) dans la FDE.

Ci-dessous quelques points qu'on a pu relever dans différents courriers, tracts, pétitions :

1/ La formation : la surcharge de travail est dénoncée par tous :

- En M1 : difficulté à concilier contenus du master, préparation au concours, stage.
- En M2 : la formation proprement dite, le stage en responsabilité incluant la préparation, le temps de transport (une étudiante qui se déplace 6 jours sur 7, avec minimum 2h de transport par jour, à Amiens).
- Pléthore d'évaluations (Lyon, Toulouse), peu ou pas d'évaluation formative, pas de restitution des notes (Lyon) ; en plus du mémoire de master, demande d'un "portfolio" (Lyon, Poitiers) ; problème de la non-compensabilité des langues vivantes (partout).
- Problème sur les contenus de formation : limitation de l'offre de LV à l'anglais (Nantes) ; des contenus flous pour certaines UE (Chambéry) ; dimension didactique "répudiée" dans certaines UE (masters "Recherche" déguisés, Lyon 2 notamment) ; certains contenus ressentis comme « inutiles » et sans lien avec le domaine de l'éducation ou les besoins liés à l'apprentissage du métier (« projet et partenariat », aspects « théoriques », Chambéry) par rapport à des « apprentissages fondamentaux » insuffisants ; des apports didactiques insuffisants pour assurer la polyvalence nécessaire aux PE (Chambéry) ; un manque d'outils pour la prise en charge de la classe (Chambéry, Nantes, Toulouse) ; un accompagnement insuffisant des M2 souhaitant repasser le concours (Toulouse, Nantes).
- Absence de réel cadrage des mémoires (Lyon) ; peu de consignes données et quelquefois demande de ne pas aborder les questions didactiques dans les mémoires (à Lyon 2 en Lettres modernes par exemple) – ce qui est vécu comme une forme de vexation par rapport au stage. Il arrive qu'aucun créneau pour les mémoires n'ait été intégré à l'emploi du temps au S4 (Chambéry).

2/ Le stage :

- Des variations de service (stage) durant l'année, des services avec plusieurs classes.

- Des inégalités dans les conditions de stage, entre un FS partageant la classe d'un titulaire (éventuellement PEMF) et celui qui la partage avec un autre FS.
- Manque d'accompagnement sur le terrain en termes de visites formatives (Toulouse).
- Un temps d'observation et de pratique accompagnée dans les classes jugé insuffisant (Chambéry) et quelquefois même l'interprétation d'une situation de difficulté pour le M2 qui en fait la demande.

3/ L'organisation : problème politique et organisationnel de coordination entre les universités et l'ESPÉ :

- Des emplois du temps qui changent souvent (Lyon, Chambéry, Nantes). De fait, cela induit un brouillage entre l'université qui assure la formation et l'employeur qui les affecte. Ils imputent à l'un ce qui est de la responsabilité de l'autre et réciproquement (Lyon).
- Des groupes TD chargés, y compris pour les UE de langue (Chambéry).
- Un nombre de formateurs insuffisant pour l'encadrement nécessaire, qui peut amener un manque de directeurs de mémoires (Nantes).

4/ Le statut

Beaucoup de récriminations de la part des étudiants, en particulier par ceux qui disent avoir déjà exercé une activité professionnelle, relativement à l'ambiguïté de leur statut, à la fois étudiants et professionnels en formation (Lyon). Ils le ressentent comme une infantilisation. Difficultés d'articuler la professionnalité acquise d'étudiant et la professionnalité, en cours d'acquisition de leur futur métier. Climat de pression, de chantage à la titularisation (Toulouse). Cela s'exprime aussi par la critique des modalités de travail : manque de variété dans les modalités de travail mises en place à l'ESPÉ, manque de travail collaboratif et d'échanges (Chambéry).